

Cote du document: EB 2017/LOT/G.3  
Date: 20 juillet 2017  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Programme visant à promouvoir, avec les membres de la Coalition, une gouvernance foncière centrée sur les personnes

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Jean-Philippe Audinet  
Spécialiste technique principal  
téléphone: +39 06 5459 2305  
courriel: j.audinet@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner  
Chef de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb@ifad.org

---

Pour: Approbation

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 9.

# Rapport du Président concernant une proposition de don à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Programme visant à promouvoir, avec les membres de la Coalition, une gouvernance foncière centrée sur les personnes

## I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Le don proposé est une contribution à l'action de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) afin de poursuivre le partenariat stratégique du FIDA avec la Coalition. Au travers de ce partenariat, le FIDA œuvrera en faveur de droits fonciers sûrs et équitables sur la terre et les territoires. L'ILC et ses membres encouragent l'élaboration, au niveau national et international, de politiques établissant un accès sûr aux ressources, fondement de la transformation du monde rural. La stratégie de la Coalition est conforme à la vision stratégique d'une "transformation inclusive et durable du monde rural" que poursuit le FIDA, dans la mesure où elle vise aussi à mettre en place des moyens de subsistance améliorés et plus résilients pour la population rurale pauvre, et en particulier pour les petits agriculteurs, les paysans et autres ruraux n'ayant que peu ou pas de terres, les femmes, les jeunes et les groupes ethniques marginalisés.
2. Le projet proposé est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons adoptée en 2015<sup>1</sup>. Le don viendra appuyer trois priorités: i) la concertation sur les politiques et l'action de plaidoyer; ii) le renforcement des capacités des partenaires du FIDA; et iii) l'apprentissage et la gestion des savoirs. Le FIDA est un membre fondateur de l'ILC. Cette dernière a été sélectionnée pour une attribution directe de don parce qu'elle est classée comme partenaire stratégique aux termes des dispositions du paragraphe 15 ii) de la Politique du FIDA en matière de dons.

## II. Le programme proposé

3. L'objectif global du programme est de permettre aux pauvres, femmes et hommes, d'obtenir un accès sûr et équitable à la terre en œuvrant à l'émergence d'une gouvernance foncière à dimension humaine. Cet objectif correspond parfaitement à la Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière ainsi qu'à l'appui que le Fonds prête à l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers<sup>2</sup> (qui concorde avec l'indicateur objectivement vérifiable "nombre et types de personnes ayant bénéficié d'un renforcement juridique de leur sécurité foncière grâce aux efforts collaboratifs des membres de la Coalition" inscrit dans l'objectif de la stratégie d'impact de la Coalition internationale pour l'accès à la terre).

<sup>1</sup> Voir le document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

<sup>2</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Comité de la sécurité alimentaire mondiale, *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* (Rome, FAO, 2012).

4. Les objectifs du don et les résultats attendus sont conformes à la stratégie de l'ILC pour 2016-2021, tels qu'approuvés par le Conseil et l'Assemblée des membres de la Coalition. Le programme se déroulera sur deux ans et comprendra les composantes suivantes:
- i) Connecter. La Coalition appuie la création et le renforcement de plateformes multipartites pour les stratégies nationales d'engagement (SNE), le renforcement des capacités des organisations membres et la mise à l'essai d'idées nouvelles visant à apporter des arguments en faveur de changements dans les politiques, les pratiques et les objectifs. Dans chaque pays concerné, l'évaluation du statut de la gouvernance foncière constitue un point de départ pour suivre et nourrir le processus de consultation en vue de l'élaboration de stratégies nationales. L'ILC soutiendra aussi les initiatives de réseaux régionaux dans les pays arabes, en Asie centrale et en Afrique, ainsi que des initiatives thématiques réunissant des membres de différents pays autour de sujets tels que les jeunes et la terre, les droits fonciers sur les parcours ou encore les droits des peuples autochtones sur leurs terres et territoires.
  - ii) Mobiliser. La Coalition met actuellement au point un tableau de bord de pays destiné à recueillir des données sur le statut de la gouvernance foncière et à suivre les progrès accomplis au regard des objectifs de développement durable (ODD). Elle documente et diffuse les bonnes pratiques des membres dans le cadre d'une base de données dédiée, qui alimente le travail de plaidoyer au niveau national, régional et mondial et qui sert de référence. Ses initiatives thématiques sont fortement axées sur l'apprentissage entre pairs. Toutes les actions de formation s'emploieront à valoriser l'expérience de ses membres, enregistrée dans la base de données des bonnes pratiques. Outre la formation sur des contenus, la Coalition appuiera le renforcement institutionnel des organisations membres, en particulier les organisations paysannes et de peuples autochtones. L'initiative sur le tableau de bord permettra de suivre l'évolution de la gouvernance foncière en relation avec les ODD au niveau des pays et sera alimentée par les données des membres de l'ILC.
  - iii) Influencer. La Coalition appuie l'engagement de ses membres dans les forums de plaidoyer régionaux et mondiaux, à des fins de sensibilisation, de mobilisation et d'accroissement de la visibilité, y compris à travers des campagnes. Elle contribuera à atteindre les ODD en défendant une approche transformative de la gouvernance foncière. Les concertations sur les politiques nationales seront transposées à plus grande échelle, en commençant par l'Afrique, afin d'offrir un espace d'interaction entre les représentants des gouvernements, les facilitateurs des SNE et les organismes de développement comme le FIDA.

### III. Effets et produits attendus

5. Les objectifs du don et les effets escomptés sont ceux du cadre stratégique actuel de la Coalition. Les effets attendus, conformément à la théorie du changement de l'ILC, sont produits par les membres de l'ILC au travers de leur rôle de catalyseur et sont les suivants:
- i) Changements dans les objectifs – indicateur objectivement vérifiable: mesure dans laquelle les décideurs s'engagent vis-à-vis des plateformes de SNE ou des membres de la Coalition et jouent rôle reconnu à cet égard pour mener des processus de transformation dans dix domaines d'engagement à l'échelle nationale, régionale ou mondiale;
  - ii) Changements dans les pratiques – indicateur objectivement vérifiable: nombre de cas ou de pays dans lesquels les ressources foncières sont gérées dans le respect des dix engagements relatifs aux efforts de la Coalition en matière de documentation, d'apprentissage entre pairs, d'adaptation et de transposition à plus grande échelle;

- iii) Changements dans les politiques – indicateur objectivement vérifiable: mesure dans laquelle sont intégrés dans les lois et politiques nationales des changements positifs ou des dispositions de gouvernance foncière centrée sur les personnes par suite du travail de plaidoyer mené par les membres de la Coalition.

#### IV. Modalités d'exécution

6. Le secrétariat de l'ILC, les plateformes régionales de coordination en Afrique, en Asie et en Amérique latine ainsi que les facilitateurs des SNE participent tous à la mise en œuvre de la stratégie de l'ILC. Le secrétariat, basé à Rome, au FIDA, compte actuellement six membres, deux agents embauchés à court terme pour l'administration des dons et la gestion des voyages, et une moyenne de sept consultants en programmation (à plein temps) et de sept consultants spécialisés (à temps partiel). Dans les régions d'activité, les équipes des unités de coordination régionale (Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes) sont chacune composées d'un coordinateur régional, d'un agent d'information sur les projets et d'un responsable des communications.
7. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

#### V. Coût et financement indicatifs du programme

8. La Coalition met actuellement en œuvre sa cinquième période de stratégie (2016-2021). Le programme de mise en œuvre prévoit deux cycles triennaux de financement en vue de doubler son budget par rapport à la période précédente. Pour le cycle 2016-2018, le secrétariat vise un objectif financier de 27 millions d'USD. Tous les objectifs financiers sont fondés sur une répartition des efforts de mobilisation de ressources et, chaque année, une part croissante du budget est mobilisée par les membres, soit directement soit sous forme de cofinancement. Le présent don contribuera au premier cycle, pour la période 2017-2018. Sur ces deux années, le coût total des activités de la Coalition s'établira, selon les projections, à 21 millions d'USD, dont 2 millions d'USD seront couverts par ce don, et 19 millions d'USD par d'autres bailleurs de fonds et par les membres. Sur ce cofinancement de 19 millions d'USD, 17,6 millions d'USD ont déjà été réunis: les contrats sont signés ou les dons sont approuvés et en attente de signature<sup>3</sup>.

Tableau 1  
Coût par composante et par source de financement  
(en USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Toutes les sources</i>	<i>Total</i>
1. Plan de travail annuel 2017	1 000 000	10 100 000	11 100 000
2. Plan de travail annuel 2018	1 000 000	8 900 000	9 900 000
<b>Total</b>	<b>2 000 000</b>	<b>19 000 000</b>	<b>21 000 000</b>

<sup>3</sup> Cofinancement de 17,6 millions d'USD fourni (contrats signés) par: l'Agence suédoise de coopération internationale au développement; la Commission européenne; Irish Aid; le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ); le Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas et, avec le FIDA, l'appui à un projet en République-Unie de Tanzanie. Outre les cofinancements déjà obtenus, des négociations sont au stade de la signature, pour un montant supplémentaire cumulé de 2 millions d'USD sur la période 2017-2018, avec Wellspring, la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse, la Commission européenne et BMZ (pour ces deux derniers, en sus des contributions actuelles). Après signature, le total du cofinancement de sources autres que le FIDA s'élèvera à 83% de la proposition. *Note:* pour couvrir les coûts prévus pour 2018, il reste à réunir 1,4 million d'USD.

Tableau 2  
**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
 (en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Toutes les sources</i>	<i>Total</i>
1. Services de consultation	200 000	2 800 000	3 000 000
2. Dons et subventions	1 000 000	9 500 000	10 500 000
3. Frais généraux et frais de gestion	100 000	1 300 000	1 400 000
4. Frais de voyage et indemnités	240 000	1 860 000	2 100 000
5. Traitements et indemnités	460 000	3 540 000	4 000 000
<b>Total</b>	<b>2 000 000</b>	<b>19 000 000</b>	<b>21 000 000</b>

## VI. Recommandation

9. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la Coalition internationale pour l'accès à la terre un don de deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) pour une durée de deux ans, destiné à financer en partie le Programme visant à promouvoir une gouvernance foncière centrée sur les personnes, avec les membres de la Coalition. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
 Gilbert F. Hougbo

## Cadre logique axé sur les résultats

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To realise land governance for and with people at the country level, responding to the needs and protecting the rights of those who live on and from the land	Number and type of people with legally enhanced tenure security contributed to by collaborative efforts of ILC members (gender disaggregated) – as part of ILC commitment 1  Amount of land more sustainably managed contributed to by collaborative efforts of ILC members -as part of ILC commitment num. 2	ILC M&E system  Independent impact assessment of ILC SF	Decision makers keep land issues high in their agendas
Objectives	SO1. ILC CONNECTS members to each other and to change-makers beyond the Coalition, creating opportunities for dialogue, mutual learning, and joint action  SO2. ILC MOBILISES members by facilitating informed and effective action, through accessible and usable knowledge and tools, and by creating opportunities for innovation, piloting, and scaling up.  SO3. ILC INFLUENCES key decision-makers, including governments, their partners, and corporate actors and investors to engage with civil society actors as legitimate and necessary interlocutors and partners in achieving land governance for and with people	1.1. - # of joint work-plans and actions by ILC members at all levels to realise ten commitments and ensure gender balance of participants 1.2. - Proportion of members expressing satisfaction that ILC governance is transparent with institutional and financial decision-making easily accessible 1.3. - # and type (commitment diversity) of non-members engaged with NES platforms (grassroots, women's organisations and social movements) 2.1. - # of knowledge products, innovation and good practices to realise ten commitments demonstrated by members or documented and publicised by ILC 2.2. - # and type of ILC members who participate in learning events (training, mentoring, peer exchange, joint missions (participants, gender-disaggregated) 3.1. -# of commitment-relevant joint declarations/position papers/policy briefs/shadow reports resulting from consultations and joint action 3.2. - # of events and processes –by commitments-facilitated by ILC for land-users to be heard and recognised in decision-making processes at national, regional and global levels (gender disaggregated) 3.3. - # of land monitoring activities that inform NES work, and regional and global advocacy	Reports from grant recipients  Travel reports membership survey Workshop proceedings  Evaluation reports Policy briefs  Membernet analytics Membernet satisfaction survey - membership vibrancy survey  Activity reports (NES, CBI, Participant Members questionnaires, Travel reports	Multistakeholder actors in NES processes openness to collaboration and commitment to people-centred land governance Members collaborate in the assessment of the ILC SF Members openness to discuss and share experiences and results, as well as adapt and change perspectives
Outcomes	<u>Outcome1</u> . Changes in agendas (narrative shifts) catalysed by ILC members (change-makers include issues covered by 10 commitments in national, regional or global agendas, and open spaces for dialogue that recognise role of ILC members and/ or CSOs)	IO1. Degree that decision-makers engage with and provide a recognised role for NES platforms/ILC members in transformative processes in 10 commitment areas at national, regional or global level, to contribute to a land governance with and for people living on and from the land.	Case studies on yearly basis from ILC M&E system, ILC reports to Council Comprehensive	NES countries enjoy a stable political environment necessary for land reform and policy implementation

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	<p><u>Outcome 2.</u> Changes in practices catalysed by ILC members (decision makers/governments etc. build inclusive institutions, participate in dialogue/partnerships to implement/enforce laws, policies and practices thanks to knowledge and capacities acquired)</p> <p><u>Outcome 3.</u> Changes in policies catalysed by ILC members (National/subnational governments/parliaments draft, revise, approve, policies, laws, regulations reflecting principle behind 10 commitments)</p>	<p>IO2. Number of cases/ countries in which land resources are managed in line with 10 commitments as part of ILC efforts for documentation, peer-to-peer learning, adaptation and upscaling, that contribute to enhanced tenure security and more sustainable land management.</p> <p>IO3. Degree that national laws and policies reflect positive changes people-centred land governance provisions as a result of advocacy efforts by ILC members, which contributed to more sustainably managed land and enhanced tenure security.</p>	<p>assessment/report after 3 years</p> <p>NES dashboard</p>	
Outputs	<p><u>Output SO 1.1</u> Members use ILC as space to interact, collaborate, share, express solidarity, in a vibrant, gender-just, diversified, decentralised network.</p> <p><u>Output SO 1.2</u> Members use ILC as a bridge to connect to other change-makers, especially at the country level, including from grassroots movements, government and other public institutions, and the private sector.</p> <p><u>Output SO 2.1.</u> Members use ILC as a space to identify solutions and improve practice, by piloting, replicating, and scaling up approaches to land governance for and with people.</p> <p><u>Output SO 2.2.</u> ILC provides opportunities for members and others to develop their capacities, by documenting, producing, and sharing knowledge so as to transform it into action.</p> <p><u>Output SO 3.1.</u> ILC members jointly and effectively advocate for the ten commitments on people-centred land governance.</p> <p><u>Output SO 3.2.</u> ILC supports those who live on and from the land, their leaders, and their organisations to play a role as interlocutors with government, their development partners, and private sector actors in decision-making.</p> <p><u>Output SO 3.3.</u> ILC members utilise data to claim rights, promote transparency, and hold decision-makers accountable</p>	<p>1.1. - # of joint work-plans and actions by ILC members at all levels to realise ten commitments and ensure gender balance of participants</p> <p>1.2. - Proportion of members expressing satisfaction that ILC governance is transparent with institutional and financial decision-making easily accessible</p> <p>1.3. - # and type (commitment diversity) of non-members engaged with NES platforms (grassroots, women's organisations and social movements)</p> <p>2.1. - # of knowledge products, innovation and good practices to realise ten commitments demonstrated by members or documented and publicised by ILC</p> <p>2.2. - # and type of ILC members who participate in learning events (training, mentoring, peer exchange, joint missions (participants, gender-disaggregated)</p> <p>3.1. -# of commitment-relevant joint declarations/position papers/policy briefs/shadow reports resulting from consultations and joint action</p> <p>3.2. - # of events and processes –by commitments-facilitated by ILC for land-users to be heard and recognised in decision-making processes at national, regional and global levels (gender disaggregated)</p> <p>3.3. - # of land monitoring activities that inform NES work, and regional and global advocacy</p>	<p>Reports from grant recipients</p> <p>Travel reports</p> <p>membership survey</p> <p>Workshop proceedings</p> <p>Evaluation reports</p> <p>Policy briefs</p> <p>Membernet analytics</p> <p>Membernet satisfaction survey - membership vibrancy survey</p> <p>Activity reports (NES, CBI, Participant</p> <p>Members questionnaires, Travel reports</p>	<p>Multistakeholder actors in NES processes openness to collaboration and commitment to people-centred land governance</p> <p>Members collaborate in the assessment of the ILC SF</p> <p>Members openness to discuss and share experiences and results, as well as adapt and change perspectives</p>